

CONGRES MONDIAL DES PARTISANS DE LA PAIX
WORLD CONGRESS OF PEACE
ВСЕМИРНЫЙ КОНГРЕСС СТОРОННИКОВ МИРА
CONGRESO MUNDIAL DE LOS PARTIDARIOS DE LA PAZ

CARTE DE DÉLÉGUÉ

Nom
Name
ФАМИЛИЯ
Nombre

Lukas

Prénom
Christian Name
Имя
Apellido

Georges
Hongrie

Pays
Country
Страна
Pais

Pour la Commission d'organisation :

Julius Guin

I. C. C. - PARIS

PARIS - 20-25 Avril 1949 -- Salle PLEYEL

COMITÉ MONDIAL DES PARTISANS DE LA PAIX

2, RUE DE L'ELISÉE - PARIS

Mr. *Georges Lukacs*

Délégué au Comité Mondial des Partisans
de la Paix

SESSION PLÉNIÈRE

POUR LE BUREAU :

Vernis

ROME, 28 - 29 - 30 OCTOBRE 1949



- 2-e Congrès Mondial des Partisans de la Paix
2-nd World Congress of the Defenders of Peace
2-ой Всемирный Конгресс Сторонников Мира
2-i Światowy Kongres Obrońców Pokoju
2-o Congresso Mondiale dei Partigiani della Pace
2-o Congreso Mundial de los Partidarios de la Paz
2 Weltkongress der Kämpfer für den Frieden

Warszawa, 16 - 21.XI.1950

Mandat Nr 929

M.

Lukács Georg

est délégué (e) au 2-e Congrès Mondial des
Partisans de la Paix

Pour le Bureau du Congrès



CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX
WORLD PEACE COUNCIL
ВСЕМИРНЫЙ СОВЕТ МИРА
CONSEJO MUNDIAL DE LA PAZ
世界和平理事會
WELTFRIEDENSRAT

BERLIN, 21. bis 24. Februar 1951

Ungarn

No

476



M. Dr. L u k a e s, Gyorgy

Accès à la salle de séance du Conseil
Mondial de la Paix

POUR LE SECRÉTARIAT

CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX - WORLD COUNCIL OF
PEACE - WELTFRIEDENSRAT - CONSEJO MUNDIAL DE LA
PAZ - ВСЕМИРНЫЙ СОВЕТ МИРА - 世界和平理事會

NOM
NAME
NAME
NOMBRE
ФАМИЛИЯ

PROF. LUKACS

PAYS
COUNTRY
LAND
PAIS
СТРАНА

Hongrie

CETTE CARTE EST RESERVEE AUX MEMBRES DU CONSEIL
MONDIAL DE LA PAIX - THIS CARD IS RESERVED
FOR MEMBERS OF THE WORLD COUNCIL OF PEACE -
DIESE KARTE IST NUR FÜR MITGLIEDER DES WELT-
FRIEDENSRAT - ESTA CARTA ESTA RESERVADA A LOS
MIEMBROS DEL CONSEJO MUNDIAL DE LA PAZ - БИЛЕТ
ДЛЯ ЧЛЕНОВ ВСЕМИРНОГО СОВЕТА МИРА

*Carte permettant l'accès à la salle des séances - Entry permit to the
meeting hall - Eintrittskarte für den Versammlungssaal - Carta permitiendo
el acceso a la sala de sesiones - Билет для входа в зал заседания*

SESSION DE VIENNE: 1^{er} au 5 Novembre 1951 - VIENNA SESSION: 1st to 5th November 1951 -
WIENER SITZUNG: 1. bis 5. November 1951 - SESION DE VIENA: 1º al 5 de Noviembre de 1951 -
ЗАСЕДАНИЕ В ВЕНЕ, 1-5 Ноября 1951 года

CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX

Session extraordinaire - Berlin 1-5 juillet 1952

M Prof. George LUKACS (Hongrie)

membre du Conseil Mondial

Carte d'entrée dans la salle des séances
Eintrittskarte zum Tagungssaal



CONGRES DES PEUPLES POUR LA PAIX
VIENNE DÉCEMBRE 1952

DELEGUE

Nom: ... LUKÁCS ...

Prénom: ... George ...

Pays: ... Hongrie ...

Pour la Commission
d'Organisation:



576

67

CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX
SESSION DE BUDAPEST — 15-20 JUIN 1953

MEMBRE
DU CONSEIL MONDIAL

Nom .. LUKACS

Prénom .. George

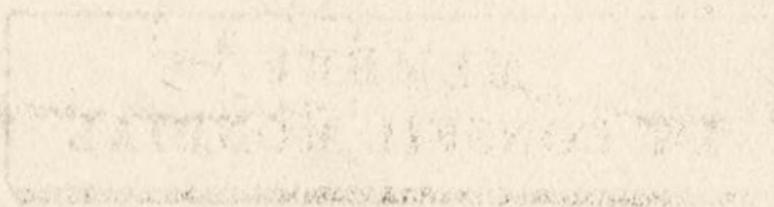
Pays Hongrie

Nr.

Secrétariat

CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX

SESSION DE BUREAU - 28-29-30-31-1933



83

63



ASSEMBLÉE
MONDIALE
DE LA PAIX

HELSINKI 22-29 JUIN 1955

DELEGUE

Nom: M. György Lukacs

Pays: Hongrie

Celade
Le Secrétariat

66

Der Weltfriedensrat verleiht
die JOLIOT-CURIE
FRIEDENSMEDAILLE

1969

20 Jahre

Weltfriedens-
bewegung

György Lukacs

» für Ihren hervorragenden Beitrag
zur Sache des Friedens
und der Völkerfreundschaft

Romesh Chandra

für das Präsidium des Weltfriedensrates Romesh Chandra, Generalsekretär

2, RUE DE L'ELYSEE, PARIS

mardi 17 octobre 1950

34 PRETRES DE L'EGLISE EVANGELIQUE SECTATRICE D'ALLEMAGNE
ECRIVENT AU CHANCELIER ADENAUER

Nous soulignons dans notre récent bulletin l'opposition toujours croissante du peuple allemand au réarmement de l'Allemagne. Voici un nouvel exemple de cette protestation qui se manifeste dans les couches les plus diverses de la population et notamment dans les milieux protestants :

Monsieur le Chancelier,

Etant donné le réarmement qui se développe à grande allure sous votre autorité, nous nous permettons de poser quelques questions :

1°) Vous avez, en tant que chancelier fédéral, fait connaître que vous étiez prêt à prendre des dispositions en vue de créer des contingents allemands dans le cadre d'une armée européenne. De qui tenez-vous le droit de faire de telles déclarations ?

Lorsque la population de l'Allemagne occidentale vous a élu pour la représenter au Parlement Fédéral en 1949, élection qui vous a valu d'être nommé ensuite chancelier, elle ne vous a pas chargé, pas plus que les autres députés, de procéder au réarmement. Aussi affirmons-nous que le réarmement ne se fait pas au nom du peuple allemand mais en votre propre nom et sur la demande de ceux qui vous commandent, contre la volonté d'une grande partie de notre peuple.

2°) Nous savons, selon une information digne de foi, que le 1er octobre les derniers des généraux de l'ancienne Wehrmacht allemande, réunis en état-major d'organisation, ont commencé à mettre sur pieds des contingents de troupes allemandes et que l'industrie d'armement reçoit maintenant les contributions nécessaires. Ces événements surviennent après que des préparatifs qui ont duré des mois aient été faits sans que le peuple allemand soit même consulté. Les choses ont été si loin sans que la volonté du peuple allemand puisse s'exprimer que maintenant il est difficile de revenir en arrière. Est-ce là la démocratie dans laquelle nous devons et nous voulons vivre ? Ces procédés mettent à nouveau notre peuple devant le danger d'être mené sur les champs de batailles par ses politiciens et les généraux de l'ancienne Wehrmacht.

Nous vous demandons en conséquence de frayer la voie à de nouvelles élections au Parlement Fédéral de façon à ce que le peuple allemand puisse décider s'il veut ou non être réarmé.

Vous devez savoir, Monsieur le Chancelier, que les faits qui se déroulent par dessus la tête de notre peuple, nous ne les approuvons pas. Nous ne laisserons passer aucun moyen d'expliquer à tous ceux que notre voix atteint la violence qui est faite à notre peuple."

LIBAN

La campagne de la signature de l'appel de Stockholm se poursuit à un rythme accéléré, atteignant de nombreux milieux de nouveaux quartiers, de nouvelles régions et des couches de plus en plus larges de la population. Au 25 septembre, le nombre de signatures reçues et contrôlées, a dépassé les 100.000 signatures. Des hommes de culte et des personnalités religieuses de toutes confessions et de tous les rites, ont signé l'Appel de Stockholm. Un bon nombre d'entre elles ont appuyé leurs signatures par des déclarations et des appels exhortant les fidèles à signer l'appel de Stockholm.

A Baalbeck notamment, après les prières du vendredi et le sermon du Mufti, Cheik Al-Ibrahim, les fidèles ont signé par centaines.

Signalons que l'Archimandrite Antoine Malek a consacré un dimanche dominical (Eglise de Beit Méri) à l'explication des principes humanitaires des propositions de Prague.

L'interdiction de la réunion de Bhandoum, réunion préparatoire au Congrès Libanais des Partisans de la Paix et qui devait tenir au siège de l'Archevêché du Liban, domicile de Monseigneur de Karam, le 26 Septembre (le gouvernement fit interdire par la force armée l'accès de l'Archevêché) a suscité une violente protestation populaire. Fait significatif : la collecte de signatures de l'Appel de Stockholm s'est intensifiée et le nombre de signatures recensées est passé dans les 10 jours qui suivirent de 100 à 112.000.

Ce précédent sans exemple au Liban où les religieux et particulièrement les évêques jouissent d'une immunité absolue, a provoqué des prises de position extrêmement nettes en faveur du mouvement de Défense de la Paix de la part de représentants éminents du Clergé Libanais, tant chrétien que Musulmen.

A Delhi 30 parlementaires Hindous et de nombreuses personnalités ont signé récemment l'Appel de Stockholm.

Citons parmi les signataires Rana Jang Bahadur, directeur du Times of India de Delhi.

APRES LA DECLARATION FRANCO POLONAISE DE PRAGUE

- Le Comité Exécutif du Comité Polonais des Partisans de la Paix, après avoir entendu, à sa séance du 9 octobre, le compte rendu de la Délégation Polonaise au Bureau Préparatoire du IIe Congrès Mondial de la Paix, exprime son entière solidarité avec les communiqués publiés par ce bureau et appelle tous les Comités Polonais de la Paix, régionaux et de districts, à mener une large campagne en vue de populariser ces décisions.

- Le Comité a pris connaissance avec la plus grande satisfaction de la déclaration signée par M. Yves Farge, ancien ministre et M. Jean Dembowski, professeur, respectivement présidents français et polonais du Mouvement de la Paix, au sujet de l'entente fraternelle de ces mouvements, en faveur de la Paix et de l'indépendance des peuples, en présence de la volonté de réarmer l'Allemagne de l'Ouest

Az értelmiségi békemozgalommal foglalkozó bizottság tagjai:

- | | | |
|-----------------------------|---|----------------|
| 1./ Lukács György | filozófus | |
| 2./ Mihályfi Ernő | ujságíró | |
| 3./ Péter János | református püspök | |
| - 4./ Ruzsnyák István | orvos | |
| 5./ Somlyó György | költő | |
| 6./ Vadász Ferenc | ujságíró | |
| - 7./ Boldizsár Iván | ujságíró | |
| 8./ Haraszi Sándor | ujságíró | |
| - 9./ Mag Béla | kanonok | |
| - 10./ Sötér István | író | |
| 11./ Lengyel Béla | egyetemi tanár /kémikus/ | |
| - 12./ Vedres Márk | szobrász | |
| 13./ Kolbai Károly | egyetemi tanár /agrár/ | Gödöllő |
| 14./ Hegedűs Raymond | tanítóképző igazgatója | Balassagyarmat |
| 15./ dr. Lengyel Pál | bányamérnök | Egercsehi |
| - 16./ Gavallér Lajos | jogász | Debrecen |
| - 17./ Selmeczi Mihály | színművész | Debrecen |
| - 18./ dr. Vida Lajos | jogász | Szekszárd |
| - 19./ Rési János | pedagógus | Kecskemét |
| - 20./ dr. Szabó Pál Zoltán | Tudományos Intézet igazgatója | Pécs |
| 21./ Magyar János | egyetemi tanár /erdőm./ | Sopron |
| 22./ Kenderesi Nándor | kórházi főorvos | Győr |
| 23./ Budai Tibor | pedagógus igazgató | Petrikereszt |
| 24./ Fekete Ferenc | főmérnök | Komárom |
| 25./ Polinszky Károly | egyetemi tanár /vegyész/ | Veszprém |
| - 26./ dr. Lévai Károly | kórházi főorvos | Szolnok |
| 27./ Kerényi József | kollégiumi igazgató | Kaposvár |
| 28./ dr. Szvoboda Jenő | kórházi főorvos | Szombathely |
| - 29./ Búza László | jogász | Szeged |
| 30./ Jeney Károly | megyei főlevéltáros | Székesfehérvár |
| 31./ dr. Török Gyula | középiskolai tanár | Ózd |
| 32./ Rácz János | Pedagógusok Szakszervezetének elnöke | |
| - 33./ Szentirmay Jánosné | pedagógus | |
| 34./ Horváth Mihály | az Orvosegyeszségügyi Szakszervezet elnöke | |
| 35./ Faragó László | orvos | |
| - 36./ Valkó Endre | a Műszaki és Természettudományi Egyesületek Szövetségének főtitkára | |
| 37./ Balla Imre | mérnök | |
| - 38./ Kovács István | a Magyar Jogász Szövetség főtitkára | |

Kiseb változás ok mig történhetek
Wendy

TERVEZET

az Országos Békemozgalmi tevékenységére

Az OBT a nemzetközi békemozgalmi vezetőszerzőnek, a Béke-Világ-tanácsnak tagjaként arra hivatott, hogy irányítsa a magyarországi békemozgalmat. Eljuttatja a magyar közvéleményhez a BVT Irodájának határozatait, felhívásait, állásfoglalásait s ezzel hozzájárul a magyar közvélemény reális informálásához. A hazai békemozgalmi irányításának gyakorlati részét a közelmúltban megtörtént egyesülés óta a Hazafias Népfront Országos Tanácsa végzi. Az OBT jelenlegi főfeladata ezért az, hogy a béke-világmozgalmi helyzetéről informáljon, kapcsolatot tartson fenn és építsen ki más országok békemozgalmával és tájékoztassa a külföldet a magyar békemozgalmi eseményeiről s mindezt összehangolja a Hazafias Népfront gyakorlati tevékenységével.

Az utóbbi időben, a nemzetközi helyzet sokrétűségének, bonyolultságának következtében a békemozgalmi feladatai is differenciálódtak. Az általános problémák mellett egyre inkább előtérbe kerülnek az egyes országok sajátos kérdései és követelései, amelyek a békemozgalmi is hangot kapnak. E megváltozott helyzetben a BVT most mindinkább azt várja a magyar békemozgalmiól is, hogy a magyar viszonyoknak megfelelő önálló akciókat indítson el s hirt adjon sajátos nemzeti tevékenységről. Az OBT-nek ezért - figyelembevéve a BVT helyes politikáját - saját nevében, saját kezdeményezéseivel is jelentkeznie kell és hallgatnia kell szavát a nemzetközi események alakulásával kapcsolatosan.

Az OBT-nek ezenkívül fontos belpolitikai hivatása is van. Segítenie kell az ország belső feladatainak megoldását, hozzá kell járulnia a párt és a kormány által meghirdetett akciók sikeres végrehajtásához. E testületnek azonban, éppen jellegénél fogva, fontos kötelessége az is, hogy nemcsak a párt által felvetett gondolatokat támogassa, hanem önállóan is napirendre tűzzen fontos problémákat - elsősorban a nemzetközi élet területéről.

A nemzetközi szolidaritás jegyében az OBT erkölcsi és bizonyos anyagi segítséggel támogatja és segíti más, nyugati és germán országok békemozgalmát. Tapasztalataink vannak arról, hogy a magyar békemozgalmi alakulásának bizonyos nemzetközi hatása is mutatkozik. Az OBT ezenkívül tanulmányozza és átveszi a hasonló helyzetben tevékenykedő népi demokratikus országok békemozgalmának tapasztalatait és alkalmazza azok módszereit.

Belső feladatok

A jelenlegi helyzetben továbbra is nagy felelősség hárul az OBT-re, illetve annak elnökségére. Erre a testületre vár az időszerű politikai helyzetnek megfelelően alakuló békemozgalmi feladatok meghatározása, a BVT iránymutatásainak és határozatainak magyarországi alkalmazása. Ugyancsak az OBT elnökségének hivatása az, hogy fontos nemzetközi kérdésekben nyilatkozatot tegyen közzé, vagy felhívást bocsásson ki. Továbbra is fennáll és működik az OBT kulturális bizottsága, amely a BVT által meghirdetett évfordulók megünnepeléséhez nyújt elvi és gyakorlati segítséget.

Tájékoztató munka

Ez az ÖBT munkájának egyik legfontosabb területe. A nemzetközi békeozgalmi akcióinak, sikereinek és célkitűzéseinek ismertetése mindig komoly segítője a belső feladatok megoldásának is. Az informálás jelenlegi formája azonban nem kielégítő. A fokozott érdeklődés okvetlenül megköveteli, hogy az ÖBT részletesebben és sürűbben informálja elsősorban a békebizottságokat és a sajtót is.

Éppen ezért okvetlenül szükséges egy önálló békeozgalmi tájékoztató rendszeres kiadása. E tájékoztató felhasználná:

- 1./ A BVT havonta megjelenő bulletinjének h iranyagát a nemzetközi békeozgalmi eseményeiről,
- 2./ híreket közölné a külföldi béketanácsok kiadványai alapján,
- 3./ hírt adna az ÖBT külföldi vendégeinek magyarországi tartózkodásáról és a külföldre utazó magyar békeharcosok tapasztalatairól,
- 4./ átvenné a nemzetközi békeozgalmi havi folyóiratának, a Horizonts-nak egy-egy jelentősebb cikkét. Ezeket a békeozgalmi régi adósságából törleszthetnénk, mert nyilvánosságot adnánk egy olyan folyóiratnak, amely az összes népi demokratikus országban megjelenik és amely Magyarországon is komoly érdeklődésre tarthat számot.

A fenti kiadvány negyedévenként jelenne meg. Előállításával kapcsolatos kérdésekről külön részletes feljegyzést készítünk.

A rendszeres tájékoztatás érdekében okvetlenül szükséges, hogy a Népfőnt tudósító minden száma rendszeresen bőveges helyet - lehetőleg két oldalt - adjon a békeozgalmi nemzetközi híreinek. Ez a békebizottságok informálása szempontjából rendkívül fontos.

Az ÖBT ezenkívül fel akarja használni a tájékoztatás más módszereit is, mint például kiállítások megrendezése. A külföldi béketanácsoktól sok érdekes kiállítás-anyagot tudunk szerezni, amelyek feltétlen érdeklődést keltenének. Még ideán megrendezünk például egy egyiptomi plakátkiállítást, egy japán gyermekrajz-kiállítást, s a szovjet atomkiállítást, amelyet a genfi atomkonferencián mutattak be stb.

A tájékoztatás egy további módja baráti találkozók, sajtófogadások stb. rendezése, amelyeket a jövőben is rendszeresen tartani fogunk.

A magyar közvélemény tájékoztatása mellett fontos feladatunk, hogy hírt adjunk a külföldnek a magyar békeozgalmi eseményeiről. Ezért havonta legalább egyszer részletes és szíves h iranyagot küldünk a BVT-nek és a külföldi béketanácsoknak. E beszámoló a békeozgalmi eseményein kívül feldolgozza mindazokat az eseményeket, amelyek a nemzetközi békeozgalmi számára érdekesek.

Vendégfogadás, utazás

Az OBT tevékenységének fontos része a külföldi békefogalomnak küldötteinek magyarországi fogadása és magyar küldöttségek utaztatása. Az eddigi utaztatással nem lehetünk megelégedve. Pénzügyi keretünk rendkívül szűk volt és mert túlzottan előre kellett terveznünk, előirányzataink elszakadtak az élettől s nem tudtuk teljesíteni azokat. A jövőben külügyi munkánknak ezt a részét a lehetőségek és kívánságok sokkal messzebbmenő figyelembevételével kell ellátni.

W. J. S.

Az eddiginél több lehetőséget kell biztosítani a jövőben az utazások lebonyolításához és a magyarországi vendéglátáshoz is. A jelenlegi helyzet azt követeli, hogy az OBT titkára több önállóságot kapjon és saját hatáskörében dönthessen egyes kérdésekben. Költségvetésünkben a külügyi munkára előirányzott összeg keretén belül egy bizonyos összeget bocsássonak a titkár rendelkezésére, amelyet saját felelősségére használhat fel külföldi utazásokra, vagy vendéglátásra. Ez azt jelentené, hogy a hivatalos üléseken kívül - a megfelelő pártkapcsolatokkal egyetértésben - az eddiginél több és hasznosabb külföldi utazást lehetne megszervezni. Erre pedig a mostani enyhültebb nemzeti légkörben igen nagy lehetőség és sok igény is van. Nagyon hasznosaknak bizonyultak a határtalálkozások s az 1-2-3 napos csereutazások a környező országokba. Jelentős érdeklődés mutatkozik külföldön is Magyarország iránt. A jelenlegi helyzetben a külföldi béketanácsok munkájuk jelentős részét külföldi csereutazások megszervezésére fordítják, sőt mint értesültünk, helyenként saját utazási irodákat is létesítettek. Igen sok kérés és javaslat érkezik hozzánk utazási tervekkel kapcsolatban, Norvégiából, Hollandiából, Belgiumból már konkrét javaslatot kaptunk 1957 nyarára magyarországi nyaralásra. E helyes és hasznos javaslatok elől nem zárkozhatunk el, ezért külügyi munkára fordított keretünket úgy kell meghatározni, hogy lehetőségünk nyíljon az említett csereutazások létrehozására.

A csereutazások valutáris szempontból is hasznosak, mert a beutazó külföldiek maguk fizetik itt tartózkodási költségeiket.

Feltétlenül szükséges, hogy a BVT által meghirdetett néhány fontos évfordulóra az illető országokból meghívjunk egy-egy neves személyiséget, aki jelenlétével emeli a megemlékezések ünnepélyességét. A távolabbi külügyi tervek között szerepel 1957 nyarára egy dunai hajút, amelyet a dunamentén lakó népek a BVT indítványára közösen szerveznének meg, s amely végigvezetne a Duna egész szakaszán.

Az OBT pártkapcsolatai

Az OBT munkájának kialakításához s tevékenységének meghatározásához rendkívül szükség van minél szorosabb pártkapcsolatokra. E kapcsolatoknak két részből kellene állniuk. Segítséget kellene nyújtaniuk egyrészt abban, hogy munkánkat kialakíthassuk és minél hasznosabban hangolhassuk össze a Hazafias Népfronttal. A kapcsolat másik része a pártinformáció. Pártkapcsolatainktól nemcsak gyakorlati, hanem elvi segítséget is várunk, ezért azt javasoljuk, hogy az OBT is a KV azon osztályához tartozzék, mint a Hazafias Népfront. Ez lehetővé tenné az irányítás egyetemes voltát, a Hazafias Népfronttal való közvetlen kapcsolatot és azt, hogy a békefogalom jobban kapcsolódjék a Hazafias Népfront tevékenységébe.

Az OBT kapcsolatai a Népfronttal

Az OBT nem alárendelt szerve a Hazafias Népfrontnak. Munkáját a Népfronttal egybehangolva, de teljesen önállóan végzi. A magyar békenozgalmi szervezeti munkája a Hazafias Népfront kereteibe tartozik, ezért az OBT-nak rendkívül nagy szüksége van a Hazafias Népfront Titkárságával való szoros és rendszeres, mindennapi kapcsolatokra. Szükséges, hogy a Hazafias Népfront egyes kérdéseknél kikérje az OBT véleményét, másrészt az OBT-vel egyetértve dolgozza ki a békenozgalmi munka módszereit. Enélkül az állandó kapcsolat nélkül ugy a Hazafias Népfront békenozgalmi munkája, mint az OBT tevékenysége talaj nélküli, ingatag lesz.

Az OBT kapcsolatai más szervekkel

Munkánk eddigi gyakorlatában jelentős eredményeket értünk el a különböző szervekkel való együttműködés terén. Elsősorban azokkal a szervekkel dolgoztunk együtt, amelyek ugyancsak külföldi vendégek fogadásával és általában külügyi munkával foglalkoznak. Ebben az évben jelentőssé vált az IBUSZ-szal való együttműködésünk: több ízben történt már, hogy az IBUSZ szervezésében Magyarországra látogató turista csoportokat az OBT vendégül látta és a külföldi turisták politikai jellegű kérdéseire részletes és kimerítő választ adott. Ez a módszer rendkívül hasznosnak bizonyult és ezért ezt a jövőben is alkalmazni kívánjuk, magasabb szinten, rendszeresebben és szervezettebben.

Hasonló jellegű együttműködés alakult ki a Kulturkapcsolatok Intézetével s más szervekkel is.

Az OBT szervezeti felépítése

Az OBT jelenlegi apparátusa képes a fent vázolt feladatok megoldására, újabb erők bekapcsolása pillanatnyilag nem látszik szükségesnek. Az OBT-nak egyébként kilenc státusa van, ebből hat politikai; a betöltött politikai státusok száma négy.

A tervezetben említett kiadványokat az OBT saját erejéből tudja szerkeszteni, emiatt nem szükséges új munkaerők beállítása.

A fent vázolt tervek megvalósításához azonnal hozzá lehet kezdeni, amint erre megkapjuk a jóváhagyást.

Budapest, 1956. szeptember 26.

MTI KÜLFÖLDI HIREK

1949. április 20.

Ma nyílik meg a párisi békevilágkongresszus

P á r i s , április 20. /MTI/

Ma délelőtt 10 órakor nyitja meg a párisi békevilágkongresszust Frédéric Joliot-Curie professzor. Ezután kerül sor az elnökség és a különféle bizottságok megválasztására. Délután három fontos beszámoló következik Nenni, az Olasz Szocialista Párt vezetője, Ziliacus angol munkáspárti képviselő és Yves Farge volt francia közlekedésügyi miniszter, a francia békedelegáció vezetője előadásában. Összesen hét nagy beszámoló lesz a kongresszuson. Ez a hét beszámoló szolgál majd alapul a széleskörű vitának. A másik négy nagy referátumot Fagyejev, Mme Cotton, valamint a kínai és az USA-küldöttség egy-egy tagja tartja.

Vasárnap, 24-én délelőtt 11 órakor nyílik meg a békekiállítás, ahol egybeként kerülnek bemutatásra a különböző országokban milliók által aláírt békekiáltások, vasárnap délután pedig a párisi Buffalo-stadionban hatalmas arányú tömeggyűlésre kerül sor.

Kedden, 26-án a kongresszus befejezését követő napon Franciaország minden megyéjében békegyűléseket tartanak, külföldi delegátusok részvételével és felszólalásával.

Aragon üdvözli a magyarokat

Kedden délután a kongresszus színhelyén, a Salle Pleyelben megtartott sajtóértekezleten ott ült az elnökvén a magyar küldöttség elnöke, Losonczy Géza államtitkár, mellette Bereczky Albert és Vető Lajos is és a hallgatóság nagy tapsal fogadta Aragonnak azt a bejelentését, hogy "Üdvözlön körünkben a ma délután megérkezett két magyar püspököt". Aragon bejelentése különösen nagy érdeklődést váltott ki az angolszász protestáns sajtó körökben.

Aragon sorra bemutatta az elnökvén helyet foglalókat és pusztán felsorolásuk is fogalmat ad arról, milyen erős, országokat, világrészeket átfogó, kiváló képviselőkben gazdag tábora van a békének:

Kornejesuk, Vanda Vasziljevicska, Ilja Ehrenburg, Pietro Nenni, Picasso, Lombardo Toledano, továbbá Dubois, az Egyesült Államokbeli néger szociológus és Marinello kubai költő nevét említette Aragon.

MTI KÜLFÖLDI HIREK

1949. április 20.

69 ország küldöttel küzdenek a békéért

A kongresszus előkészítő bizottsága nevében François Leclerc asszony elmondotta, hogy eddig 69 ország 1788 küldöttje érkezett meg a kongresszusra, nem számítva az előkészítő és szervező bizottság tagjait. A legnépesebb a francia, utána az olasz küldöttség. Franciaország és Olaszország az amerikai imperializmus támadó politikájának két fő célpontja. E delegációk létszáma is bizonyítja: a francia és az olasz nép nem hajlandó a Wall Street ágyútömlőke lenni. Bejelentette François Leclerc, hogy a nagy világszervezetek /Szakszervezeti Világszövetség, Demokratikus Nők Világszövetsége, Demokratikus Ifjúsági Világszövetség, stb./ delegátusai közül igen sokan vizumnehézségek miatt nem tudtak eljönni a kongresszusra.

A Prágában rekedt kiküldöttek a párisival teljesen párhuzamos és annak céljait természetesen mindenben támogató értekezletet rendeznek.

Páris: A béke egy és oszthatatlan

P á r i s , április 20.

Pietro Nenni, az olasz Szocialista Egységpárt főtitkára Párisba érkeztekor kijelentette, hogy meggyőződése szerint rendkívüli nyomásnak engedelmességek a szocialista internacionálé azon vezetői, akik az Atlanti Egyezményt helyeslik és a békekongresszusnak hátat fordítanak. Zilliacus, az angol Munkáspárt képviselője elmondotta, hogy azért jött a kongresszusra, mert ez az egyetlen hely, ahol kelet és nyugat termékeny vitában találkoznak. "Számomra a béke - mondotta - egy és oszthatatlan". Lombardo Toledano, a délamerikai szakszervezeti szövetség főtitkára hatmillió, javarészt katolikus dolgozó képviselőtében érkezett Párisba. Ezek a tömegek különböző körülmények és különböző hagyományok között élnek, de valamennyien egyaránt szilárdan tartanak ki a béke ügye mellett és készek sikraszállni országaik függetlenségéért. A Nagy Összeesküvés című könyv egyik szerzője, Albert Kahn, aki tagja a Párisba érkezett amerikai küldöttségnek, az amerikai nép békeakarata mellett tanuskodott. Példaként megemlítette, hogy a newyorki nemzetközi kulturális kongresszus több mint 10.000 résztvevőt számlált, míg a fasiszta ellentüntetők száma még az ezret sem érte el. A háborús propaganda befolyására jellemző példaként mesélte el, hogy a 300 amerikai szakszervezeti vezetőtől aláírt és a párisi békekongresszushoz intézett üzenetet egyetlen amerikai újság sem akarta közölni és így fizetett hirdetésként kellett megjelemlie.

A Titkárság által kidolgozott előzetes javaslatok a BVT 1956. április 5.-9.-én stockholmban megtartandó ülése munkájának lefolyására.

I - A munka időrendi beosztása:

naponta két munkaösszejövetel
reggel: 9.30.-tól 19.30-ig
d.u. : 15.-17.-ig

április 5.: az ülészak megnyitása és a plenáris ülésen elhangzó vita kezdete
" 6. Egész nap bizottsági ülések
" 7. Egész napi bizottsági ülések
" 8. Egész napos teljes ülés
" 9. reggel: fenntartva /munkabizottsági ülések vagy teljes ülés számára/

délután: záróülés

II - Munkabizottságok

- politikai bizottság
- gazdasági, szociális és kulturális bizottság
- atomenergia bizottság
- ellenőrzési bizottság
- a békemozgalmi erők bizottsága

III - Azoknak a témáknak felsorolása, amelyeket valamennyi munkabizottság megtárgyalhat.

- politikai bizottság:

- a/ a fegyveres béke veszélyeinek vizsgálata nemzetközi helyzet tükrében /A tömbpolitika és a katonai paktumok/
- b/ A lefegyverzés kérdésének helyzete az ENSZ albizottságában és a hivatalos megbeszéléseken; a fennálló lehetőségek
- c/ A lefegyverzés által megnyíló perspektívák a nemzetközi enyhülés és a vitás kérdések megoldása terén /Például: német kérdés/

Gazdasági, szociális és kulturális bizottság:

- a/ A fegyverkezési hajszája hatása a népek életére és azok a lehetőségek, amelyeket gazdasági és szociális téren a lefegyverzés nyújt az emberiségnek.
- b/ A lefegyverzés erkölcsi és kulturális következményei.
- c/ Visszatérés ahhoz, hogy a gazdaság az emberi szükségleteket szolgálja.

- a/ A lefegyverzés által nyújtott újabb lehetőségek az elmaradott országok segítésére szuverenitásuk, politikai és gazdasági függetlenségük szempontjából. /Ez országok ipari és mezőgazdasági felszerelése az atomberendezések eszközével, mert ez lehetővé tenné számukra, hogy könnyebben hozzák be elmaradásukat az előrehaladottabb országokhoz képest./

Atomenergia bizottság:

- a/ Az atom - és termonukleáris fegyverek betiltása tömegpusztító erejük miatt, a kísérletek és a készletek felhalmozásának széleskörű veszélye.
- b/ Az atomenergia békés felhasználásának tővlatai az emberiség jólétére és fejlődésére.
- c/ Az atomenergia szétosztásával kapcsolatos politikai problémák /pl. az Euratom/

Az ellenőrzés kérdésével foglalkozó bizottság:

- a/ Az ellenőrzés kérdésének helyzete, amint az a leszerelési albizottság legutóbbi megbeszéléseiből és a hivatalos nyilatkozatokból kitűnik.
- b/ A lefegyverzés ellenőrzésének technikai lehetőségei a hagyományos fegyverekre és atomfegyverekre vonatkozóan.
- c/ A közvélemény szerepe a lefegyverzés ellenőrzésének hatásossá tételében /pl.: a tudósok, a dolgozók szerepe/

A békeerők bizottsága:

- a/ tapasztalatcserek
- b/ A békeerők együttműködésének és tevékenységének lehetőségei, hogy a leszerelés érdekében a közvélemény szerepét mind hatásosabbá tegyék.

A BVT 1955.febr. 25.-i levele

Titkárságunknak szüksége van arra, hogy munkatársainak számszerűségét megnövelje. Ennek szükségessége az utóbbi hónapokban merült fel, melynek folyamán a békemozgalom szerepe egyre nagyobbra nő, tevékenysége mind jobban kiszélesedik és fejlettebbé válnak azok a feladatok, amelyekkel a Titkárságnak szembe kell néznie ahhoz, hogy a Tanács Irodája határozatainak végrehajtását elősegítse és megszervezze.

Ezért arra kérjük Önöket, nyujtsanak nekünk ehhez segítséget, amennyire csak lehetséges s tegyenek javaslatot arra, hogy egy magyar politikai munkatársat küldjenek hozzánk.

Ennek a személynek tapasztalattal kell bírnia a nemzetközi munkában, jól kell tudnia egy idegen nyelvet - előnyben részesül a francia. Szükséges lenne, hogy mielőbb a Titkárság rendelkezésére álljon, hogy már tevékeny részt vehessen a Világtalálkozó előkészítésében és az atomháború elleni kampány szükséges feladataiban, számítva arra, hogy ez hosszú és fontos tennivalókat követel.

Amennyiben nincs módjuk részünkre hosszabb időre egy politikai munkatársat küldeni, akkor feltétlenül kérjük, hogy legfeljebb a Világtalálkozóig küldjenek valakit, aki addig Titkárságunkon dolgozhat.

Reméljük, hogy módjukban áll nekünk a kért segítséget megadni annak érdekében, hogy Titkárságunk jó munkát végezhesen. Előre is köszönetet mondunk

szives üdvözlettel

Gulajev

titkár

SERVICE DE DOCUMENTATION
DU SECRETARIAT DU CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX

I N D O C H I N E

APPLICATION DES ACCORDS DE GENEVE DE 1954

(Elections de juillet 1956)

juin 1956

Publié par le Bulletin du Conseil Mondial de la Paix
Möllwaldplatz 5, Vienne IV, Autriche.

I N T R O D U C T I O N

La mise en application des accords de la Conférence de Genève au sujet de l'Indochine est devenue un des problèmes internationaux d'intérêt immédiat. La réunification du Vietnam, prévue par la Déclaration de Genève de 1954, doit être obtenue par voie d'élections générales libres, sous le contrôle d'une commission internationale. Ces élections doivent avoir lieu en juillet 1956.

C'est en tenant compte de certaines initiatives officielles récentes sur la question des élections au Vietnam ainsi que des entretiens à ce sujet entre les co-présidents de la conférence de Genève, que le Secrétariat du Conseil Mondial de la Paix donne ci-après une sélection de documents sur ce problème important. Ces textes sont précédés d'un tableau chronologique des événements relatifs aux élections au Vietnam depuis les accords de Genève.

I N T R O D U C T I O N

La mise en application des accords de la Conférence de Genève au sujet de l'Indochine est devenue un des problèmes internationaux d'intérêt immédiat. La réunification du Vietnam, prévue par la Déclaration de Genève de 1954, doit être obtenue par voie d'élections générales libres, sous le contrôle d'une commission internationale. Ces élections doivent avoir lieu en juillet 1956.

C'est en tenant compte de certaines initiatives officielles récentes sur la question des élections au Vietnam ainsi que des entretiens à ce sujet entre les co-présidents de la conférence de Genève, que le Secrétariat du Conseil Mondial de la Paix donne ci-après une sélection de documents sur ce problème important. Ces textes sont précédés d'un tableau chronologique des événements relatifs aux élections au Vietnam depuis les accords de Genève.

A N N E X E

Tableau chronologique des faits concernant
la question des élections au Vietnam
prévues par les accords de Genève de 1954

1 9 5 4

23 juillet - Conformément à l'accord de Genève sur la cessation des hostilités au Vietnam, le général Vo Nguyen Giap, commandant en chef de l'armée populaire du Vietnam, a donné l'ordre de cesser le feu à toutes les unités de l'armée régulière et locale, des milices et des partisans sur toute l'étendue du territoire.

6 août - A la Nouvelle Delhi est publié le communiqué de la commission internationale de surveillance de l'armistice en Indochine exposant les principes du travail des commissions pour les trois Etats d'Indochine. Un groupe de représentants de l'Inde, du Canada et de la Pologne se rendra à Hanoï, à Vientiane et à Phom-Penh afin de préparer des conditions pour le travail de trois futures commissions en Indochine.

15 août - Le Bureau indien d'information transmet le texte de la déclaration du gouvernement de l'Inde où celui-ci souligne qu'il "estimera et honorera la déclaration finale de la conférence de Genève, adoptée le 21 juillet et fera tout son possible pour contribuer à son application."

29 septembre - A Washington, fin des pourparlers franco-américains sur l'Indochine, ouverts le 27 septembre. Selon le communiqué, la France maintiendra ses forces armées au Laos, au Cambodge et dans le Sud-Vietnam. Les Etats-Unis financeront l'entretien des troupes françaises stationnées dans ces trois Etats et "donneront leur appui aux forces armées" de ces trois pays.

18 octobre - A Hanoï, publication d'un communiqué à l'issue des pourparlers entre le président de la République démocratique du Vietnam Ho Chi Minh et le premier ministre de l'Inde Nehru. Le communiqué dit que Nehru et Ho Chi Minh sont intéressés à l'exécution de l'accord de Genève sur l'Indochine.

1 9 5 5

4 avril - Le premier ministre de l'Inde, Nehru, et le vice-premier ministre de la République démocratique du Vietnam, Pham Van Dong, en visite en Inde, ont déclaré dans un communiqué que ces deux gouvernements soutiennent les accords de Genève et sont fermement résolus à les respecter et à en obtenir la réalisation.

6 juin - Le vice-premier ministre de la République démocratique du Vietnam, Pham Van Dong, a déclaré aux correspondants de presse que son gouvernement était prêt à tenir une conférence

consultative dès le 20 juillet prochain avec les représentants du Sud-Vietnam, afin de discuter l'organisation, en 1956, des élections générales libres.

16 juillet - Dans une déclaration radiodiffusée, le président Ngo Dinh Diem accepte le principe des élections générales mais formule d'expresses réserves en ce qui concerne les conditions de liberté de vote dans le Nord-Vietnam.

19 juillet - M. Pham Van Dong, vice-président du Conseil du Nord-Vietnam adresse au Président du Conseil du Sud-Vietnam une note sur l'importance que représente l'ouverture de la conférence politique consultative qui devrait, conformément aux accords de Genève de 1954, commencer ses travaux le 20 juillet en vue d'organiser des élections libres au Vietnam.

19 juillet - Parlant du problème indochinois, M. Nehru a déclaré que si l'accord de Genève sur les élections n'était pas appliqué toutes possibilités d'entente s'avèreraient impossibles.

20 juillet - De violentes manifestations se déroulent à Saïgon au cours de la journée organisée pour protester contre les accords de Genève. L'hôtel où résident de nombreux membres de la commission internationale de contrôle est mis à sac. Il y a une cinquantaine de blessés.

Le général Jacquot, commissaire général de France, s'entretient avec M. Ngo Dinh Diem et lui exprime "sa stupeur devant les excès commis au cours des manifestations, alors que les assurances les plus formelles lui avaient été données concernant la sécurité des membres de la commission internationale de contrôle".

21 juillet - La commission internationale de contrôle annonce qu'elle a envoyé aux coprésidents de la conférence asiatique, actuellement à Genève, par le canal du gouvernement de l'Inde, un rapport sur les manifestations, les violences et les incidents qui ont éclaté le 20 juillet à Saïgon.

... Le gouvernement indien annonce officiellement qu'il est entré en communication avec les deux coprésidents de la conférence de Genève sur l'Indochine, MM. Eden et Molotov et leur a demandé d'assurer la protection des membres de la commission de contrôle.

... Le gouvernement soviétique adresse au gouvernement britannique une note dans laquelle il propose d'attirer l'attention de tous les participants à la conférence de Genève de l'année dernière sur le fait que les événements de Saïgon constituent une violation de l'Article 25 de l'accord sur la cessation des hostilités au Vietnam.

22 juillet - En marge des travaux officiels de la conférence des quatre chefs de gouvernement à Genève, les échanges de vue se poursuivent, les incidents de Saïgon ayant amené M. Nehru à envoyer un appel à Sir Anthony Eden et à M. Molotov. Le gouvernement soviétique ayant de son côté adressé une note au gouvernement britannique, les trois Occidentaux tombent d'accord pour rappeler à M. Ngo Dinh Diem que les traités doivent être respectés.

24 juillet - Le gouvernement indien reçoit de Sir Anthony Eden et de M. Molotov, coprésidents de la conférence de Genève de juillet 1954 sur l'Indochine, une réponse à la note adressée à la suite des incidents qui ont éclaté le 20 juillet à Saïgon dans laquelle il demandait que soit assurée la protection des membres de la commission internationale de contrôle.

26 juillet - Le général Giap, commandant en chef de l'armée populaire vietnamienne, proteste dans une lettre adressée à la commission internationale de contrôle contre les incidents qui se sont déroulés le 20 juillet à Saïgon.

10 août - Dans une déclaration faite à Hanoï, M. Ho Chi Minh affirme que le gouvernement du Nord-Vietnam prendra toutes les mesures nécessaires pour que les élections de 1956 se déroulent dans la liberté. Il réclame la réunion d'une conférence consultative entre le Sud et le Nord-Vietnam.

... Un communiqué publié à Saïgon par le gouvernement vietnamien affirme que la politique de celui-ci reste inchangée devant le partage du pays accompli contre sa volonté. Il considère qu'il n'est pas lié par les dispositions des accords de Genève, prévoyant des élections en 1956 sur l'ensemble du territoire.

10 août - Le porte-parole du Foreign Office déclare que la déclaration du 10 août publiée par le ministère des Affaires étrangères Sud-Vietnamien ne semble pas de nature à apporter une contribution à l'application des accords de Genève.

6 septembre - Dans un article, le président Ho Chi Minh déclare que "la réunification du Vietnam par les élections générales de 1956 n'a pu encore recevoir le moindre commencement d'application par suite de l'obstruction systématique à laquelle recourt le gouvernement Diem".

11 septembre - La radio du Nord-Vietnam annonce que le général Giap commandant en chef de l'armée populaire vietnamienne, a adressé au président de la commission internationale de contrôle un mémorandum dans lequel il proteste notamment contre le refus du gouvernement sud-vietnamien de participer à une conférence politique consultative en vue de préparer les élections libres en 1956.

15 septembre - Un porte-parole du Foreign Office annonce que des consultations se déroulent actuellement entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique au sujet de la question des élections au Vietnam.

6 octobre - M. Vu Van Mau, ministre vietnamien des Affaires étrangères, déclare que l'adhésion du gouvernement Ngo Dinh Diem au principe d'élections essentiellement libres envisagées comme moyen démocratique de réaliser la réunification du pays est un fait acquis. Il ajoute que la liberté de ces élections demeure essentielle.

6 décembre - M. Pham Van Dong, ministre des Affaires étrangères du Nord-Vietnam, adresse une lettre à M. Molotov, l'un des coprésidents de la conférence de Genève, dans laquelle il proteste contre l'attitude du Sud-Vietnam en ce qui concerne la prépara-

tion des élections.

20 décembre - Le 4ème rapport de la commission de contrôle et surveillance périodique - 11 avril-10 août 1955 - constate le fait que le gouvernement sud-vietnamien a empêché les travaux de la commission et n'a pas observé les clauses de l'accord de Genève concernant les élections au Vietnam.

Le gouvernement britannique exprime "son appréhension considérable" devant certains passages du 4ème rapport publié par la commission internationale de contrôle du cessez le feu au Vietnam. Il propose de saisir les participants de la conférence de Genève avec l'U.R.S.S.

1 9 5 6

16 janvier - Le premier ministre nord-vietnamien, M. Pham Van Dong s'élève contre la politique de "préparation à une nouvelle guerre proclamée ouvertement par les autorités sud-vietnamiennes." Il dénonce les consultations électorales qui doivent prochainement se dérouler au Sud-Vietnam comme contraires "aux aspirations à l'unité de tout notre peuple" et déclare que seules des élections organisées dans le cadre des accords de Genève seront soutenues par le peuple du Vietnam.

30 janvier - M. Chou-En-lai, premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine, suggère de réunir une nouvelle conférence sur l'Indochine, afin d'assurer la mise en œuvre des accords de Genève, avec la participation des membres de la commission de contrôle (Canada, Inde, Pologne).

Un porte-parole du Foreign Office déclare que le gouvernement britannique examine avec soin la proposition du gouvernement de Pékin de réunir de nouveau les puissances ayant participé à la conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine.

10 février - Le gouvernement polonais remet aux ambassadeurs de l'U.R.S.S. et de Grande-Bretagne à Varsovie une note dans laquelle il se prononce en faveur de la convocation d'une nouvelle conférence de Genève sur l'Indochine.

17 février - Le général Vo Nguen Giap, commandant en chef de l'armée populaire vietnamienne proteste, au cours d'un entretien avec les représentants de la commission internationale de contrôle, contre l'intention du gouvernement sud-vietnamien de procéder à des élections unilatérales, qu'il estime absolument contraires aux accords de Genève.

18 février - Le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. adresse une note à l'ambassade de Grande-Bretagne dans laquelle il indique que la situation en ce qui concerne l'exécution des accords de Genève au Vietnam reste toujours non-satisfaisante. Le gouvernement soviétique propose la convocation d'une nouvelle conférence en vue de l'examen de la question des mesures d'application des accords de Genève au Vietnam.

21 février - Le gouvernement de l'Inde, dans sa note au gouvernement soviétique, propose que les présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine examinent préalablement la question vietnamienne.

22 février - L'agence "Chine Nouvelle" diffuse le texte d'une lettre adressée le 14 février par M. Pham Van Dong aux deux coprésidents de la conférence de Genève. MM. Molotov et Eden, dans laquelle le président du Conseil vietnamien demandait qu'une nouvelle conférence sur l'Indochine se tienne à Genève, dans le but de discuter les moyens de réaliser les accords et notamment l'unification politique du Vietnam.

23 février - Le Foreign Office confirme le fait que la République démocratique du Vietnam a demandé à son tour la convocation urgente d'une nouvelle "conférence de Genève" sur l'Indochine. La demande, contenue dans une lettre de M. Pham Van Dong, constitue une réponse au message adressé par la Grande-Bretagne, le 21 décembre dernier, à toutes les puissances membres de la conférence de Genève de 1954, ainsi qu'aux trois pays représentés dans la commission internationale de contrôle.

1er mars - Devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, le président Pineau précise que la situation en Extrême-Orient ne pourra être éclaircie qu'après la conférence de Karachi. Il ne voit pas de possibilité de tenir dans l'immédiat une conférence sur l'Indochine puisque ni les Etats-Unis ni le Sud-Vietnam n'y participeraient.

2 mars - Dans une interview accordée au correspondant du "Times", M. Pham Van Dong déclare que son pays s'en tiendra strictement aux accords de Genève. Le premier ministre précise qu'il n'y aurait pas d'élections séparées dans le nord avant ou après juillet. Il convient que si la France se retire complètement du Sud-Vietnam il en résultera une situation curieuse mais que la responsabilité de toute action reviendra alors au gouvernement sud-vietnamien.

4 mars - Elections au Sud-Vietnam pour l'"Assemblée Constituante".

9 mars - Le gouvernement de la Grande-Bretagne dans sa note au gouvernement soviétique se prononce en faveur de l'organisation d'une rencontre des deux présidents de la conférence de Genève, qui sont les ministres des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne.

20 mars - 5ème rapport de la commission (11 août - 10 décembre 1955). Constate que les travaux de la commission sont empêchés par le gouvernement sud-vietnamien qui ne reconnaît pas l'accord de Genève et exprime l'espoir que les deux coprésidents de la conférence de Genève - en coopération avec d'autres pays - trouvent la solution du problème.

27 mars - La radio du Nord-Vietnam diffuse une nouvelle protestation de la République démocratique contre "les violations de plus en plus sérieuses des accords de Genève par les autorités sud-vietnamiennes avec l'appui du haut commandement de l'Union Française."

30 mars - Le gouvernement de l'U.R.S.S. accepte les propositions des gouvernements de l'Inde et de la Grande-Bretagne sur la rencontre des deux présidents de la Conférence de Genève pour l'Indochine.

11 avril - Début des entretiens à Londres entre Lord Reading, le ministre d'Etat aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, et A. Gromyko, le premier adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., qui représentent les deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine.

8 mai - Trois messages sur l'Indochine sont publiés à Londres à l'issue des entretiens entre les deux présidents de la conférence de Genève : 1) message aux gouvernements de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam, 2) message à la commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam et 3) message au gouvernement français au sujet d'élections générales libres pour la réunification du Vietnam.

10 mai - Le gouvernement français annonce qu'il est décidé à joindre ses efforts à ceux des autres parties intéressées pour que le désir exprimé par les coprésidents soit suivi d'effets.

19 mai - Les chefs de gouvernements de l'U.R.S.S. et de la France, dans une déclaration commune à Moscou, se félicitent de la contribution apportée par les coprésidents dans l'exécution des accords de 1954 au Vietnam.

--NOTE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'U.R.S.S.--
du 18 février 1956
A L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A MOSCOU
("Pravda" du 6 mars 1956)

Ainsi qu'il a déjà été annoncé dans la presse, à la suite du message des deux présidents de la Conférence de Genève sur l'Indochine qui, comme on sait, étaient ministres des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne, le gouvernement de la République populaire de Chine et celui de la République démocratique du Vietnam ont présenté la proposition de la convocation d'une nouvelle conférence en vue d'examiner la question "Des mesures pour l'application des Accords de Genève sur le Vietnam".

Le 18 février dernier, le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. a adressé une note sur cette question à l'ambassade de Grande-Bretagne à Moscou.

Dans cette note, le gouvernement soviétique attire l'attention sur le fait que la situation en ce qui concerne l'application des accords de Genève sur le Vietnam continue d'être insatisfaisante. Les autorités du Sud-Vietnam se refusent catégoriquement à engager les consultations prévues par les accords de Genève en vue de l'organisation en juillet 1956 d'élections générales au Vietnam ce sur quoi le quatrième rapport de la commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam attire l'attention. Les travaux de la commission internationale au Vietnam se heurtent à une obstruction constante de la part des autorités Sud-Vietnamiennes. Bien plus, les autorités du Sud-Vietnam ont déjà proclamé leurs décisions de procéder à des élections séparées sur le territoire du Sud-Vietnam et de prendre d'autres mesures visant à diviser le Vietnam et ainsi à saper les accords de Genève sur le Vietnam.

De l'avis du gouvernement soviétique, la non-application des accords de Genève sur le Vietnam aurait des conséquences extrêmement graves tant pour la cause de la paix en Indochine que pour la paix dans le monde entier.

Tenant compte de la gravité de la situation créée au Vietnam et du fait que les mesures prises précédemment par les deux présidents en vue de l'améliorer n'ont pas donné de résultats positifs, le gouvernement soviétique partage l'opinion des gouvernements de la République populaire de Chine et de la République démocratique du Vietnam sur l'opportunité de la convocation d'une nouvelle conférence en vue de l'examen de la question des mesures d'application des accords de Genève au Vietnam.

Il apparaît opportun au gouvernement soviétique que les deux présidents soutiennent la proposition de convocation d'une telle conférence et adressent un message approprié sur cette question aux pays ayant participé à la conférence de Genève sur l'Indochine et aux pays membres de la commission internationale en Indochine.

DECLARATION DE M. PINEAU, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
AU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

23 février 1956

(extrait)

"Nous ne sommes pas entièrement maîtres de la situation. Les accords de Genève d'une part, les pressions de nos alliés d'autre part, créent une situation juridique très complexe dans laquelle nous nous débattons.

Vous me demandez quelle sera notre position lors de l'échéance de juillet 1956 prévue par les accords de Genève ? La position de principe est claire : la France est garante des accords de Genève..., mais nous n'avons pas les moyens, seuls, de les faire respecter. Cette question sera étudiée au cours de la prochaine conférence de la S.E.A.T.O., qui va se réunir à Karachi.

En ce qui concerne le Nord-Vietnam, j'ai l'intention d'y renvoyer très prochainement M. Sainteny pour y reprendre contact. Je souhaite établir des relations cordiales avec le gouvernement de Hanoï, et nous examinerons toutes les propositions sérieuses, d'ordre économique ou culturel, qui pourraient nous être faites.

Quant au Sud, nous avons pris l'engagement envers les Américains de soutenir le gouvernement Diem. Nous entendons à l'avenir être beaucoup plus fermes à l'égard de nos alliés pour les engagements qui nous seront demandés. Mais, du moins, après les avoir pris, les tiendrons-nous.

NOTE SOVIETIQUE

AU SUJET DES ACCORDS DE GENEVE SUR L'INDOCHINE
ADRESSEE A L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A MOSCOU

30 mars 1956

On sait que le 18 février 1956, le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. a adressé à l'ambassade de Grande-Bretagne à Moscou une note dans laquelle le gouvernement soviétique communiquait qu'il partageait l'opinion de la République du Vietnam sur l'opportunité de la convocation d'une nouvelle conférence pour examiner la question des mesures à prendre pour la réalisation des accords de Genève au Vietnam. Le contenu de cette note avait été publié dans la presse soviétique le 6 mars 1956.

Etant donné que les gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Inde se sont prononcés en faveur de l'organisation, avant d'entreprendre des démarches définitives pour la convocation de ladite conférence, d'une rencontre des deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine, qui sont les ministres des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne, le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. a adressé le 30 mars 1956 à l'ambassade de Grande-Bretagne à Moscou la note suivante :

Le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. exprime son respect à l'ambassade de Grande-Bretagne et, en relation avec sa note n° 141 du 9 mars 1956, a l'honneur de communiquer ce qui suit :

Dans sa note du 18 février dernier, le gouvernement soviétique avait indiqué que la situation en ce qui concerne l'exécution des accords de Genève au Vietnam reste toujours insatisfaisante. Les autorités sud-vietnamiennes sabotent la tâche de la réunification nationale du pays par voie d'élections générales démocratiques et libres sous le contrôle d'une commission internationale, ce qui, comme on le sait, représente la principale disposition de l'accord de Genève dans le chapitre intéressant le règlement de la situation politique au Vietnam. De ce fait, les autorités sud-vietnamiennes veulent éviter l'organisation d'une consultation sur les préparatifs aux élections; cette consultation étant prévue dans les accords de Genève, elles font semblant d'ignorer toutes les propositions formulées du côté de la République démocratique du Vietnam qui sont orientées vers la réalisation de cette clause figurant dans les accords de Genève.

Les autorités sud-vietnamiennes violent ouvertement la clause militaire des accords de Genève pour le Vietnam. En particulier, comme il a été indiqué dans une note du gouvernement de la République démocratique du Vietnam en date du 14 février 1956, de nouveaux armements, munitions et du personnel militaire étranger parviennent au Sud-Vietnam et on y installe des bases militaires étrangères, des tentatives sont entreprises en vue d'intégrer le Sud-Vietnam au sein d'un bloc militaire. On viole également dans le Sud-Vietnam les clauses des accords de Genève qui intéressent les droits démocratiques et la liberté, on a recours à des répressions systématiques contre les personnes qui participent au mouvement en faveur de l'unification nationale du Vietnam, on viole la liberté de parole et de la presse.

Comme on le sait, dans les rapports de la commission internationale de contrôle et de surveillance au Vietnam, on a exprimé maintes fois une sérieuse inquiétude au sujet de la réalisation des accords de Genève à cause de l'attitude d'opposition adoptée par les autorités sud-vietnamiennes.

Les autorités sud-vietnamiennes tentent d'affirmer et prétendent qu'elles ne seraient pas tenues d'observer les accords de Genève, parce qu'elles n'ont pas apposé leur signature sous ces accords et parce qu'elles estiment qu'elles ne sont pas les successeurs de la France en ce qui concerne les engagements assumés par la France dans les dits accords.

Toute l'inconsistance des affirmations des autorités sud-vietnamiennes a été démontrée avec justesse dans la lettre du gouvernement indien en date du 21 février 1956, adressée aux deux présidents de la conférence de Genève. Dans cette lettre, le gouvernement indien indique que les autorités sud-vietnamiennes "bénéficient des bienfaits de l'accord de Genève et de la protection que donnent les accords sur le cessez-le-feu, ainsi que de l'activité de la commission internationale de surveillance" et ces autorités refusent en même temps d'exécuter les dispositions de l'accord concernant la réunification du pays par voie d'élections libres.

L'inconsistance des allégations des autorités sud-vietnamiennes découle également des dispositions de l'Article 27 de l'accord sur la cessation des hostilités au Vietnam qui stipulent que le gouvernement français ayant signé ledit accord, tout comme les autorités qui pourraient lui succéder dans ses fonctions au Vietnam, sont tenus d'assurer l'exécution des articles, clauses et décisions des accords de Genève. On peut ajouter déjà que ce n'est que grâce à la conférence de Genève et aux accords de Genève qui ont proclamé l'indépendance du Vietnam, ainsi que grâce à l'exécution par la République démocratique du Vietnam et la France des clauses appropriées des accords en question, que les autorités sud-vietnamiennes ont reçu la possibilité d'exercer leurs fonctions dans la zone provisoire de regroupement des troupes de l'Union française.

Il va de soi que la situation menaçante actuelle au Sud-Vietnam ne serait pas apparue s'il n'y avait pas eu l'intervention d'une certaine puissance ayant participé à la conférence de Genève quoique n'ayant pas signé l'accord de Genève sur le Vietnam, mais ayant assumé l'engagement, non seulement de s'abstenir de la violation des accords de Genève, mais de considérer aussi toute violation des accords sus-indiqués comme une grave menace contre la paix et la sécurité internationale.

Les actes des autorités sud-vietnamiennes, tendant à torpiller les élections générales en juillet 1956 au Sud-Vietnam, sont ouvertement appuyés, des armements sont fournis et on procède à la formation de cadres militaires en vue d'une "progression vers le Nord". Afin de déclencher en Indochine une nouvelle guerre, on encourage aussi les mesures des autorités sud-vietnamiennes tendant à la division du pays, telles que les élections séparées à l'Assemblée constituante, élections tenues par les autorités sud-vietnamiennes en mars dernier, etc.

Déjà en 1955, à la suite des rencontres de novembre des deux présidents à Genève, on s'était entièrement mis d'accord que l'exécution au Vietnam de certaines dispositions des accords de Genève était insatisfaisante et c'est précisément sur cette base que, le 21 décembre 1955, on adressa aux gouvernements des pays indiqués un message conjoint des deux présidents.

Le gouvernement soviétique estime, comme auparavant, que les accords de Genève, qui ont mis un terme à une guerre sanglante qui dura de longues années en Indochine, doivent être entièrement exécutés.

Le gouvernement soviétique attache une importance toute spéciale à l'exécution d'une disposition de principe essentielle de l'accord de Genève, telle que le rétablissement de l'unité nationale du Vietnam par voie d'élections démocratiques générales libres sous le contrôle de la commission internationale au Vietnam.

De l'avis du gouvernement soviétique, tous les Etats participant à la conférence de Genève doivent se considérer tenus de contribuer au maximum au règlement du problème indochinois conformément aux espérances des peuples et dans l'intérêt de la paix.

Partant de la nécessité de prendre des mesures urgentes pour prévenir une rupture éventuelle des accords de Genève sur le

Vietnam, ce qui est gros de graves conséquences pour la paix dans cette région, le gouvernement soviétique appuie la proposition des gouvernement de la République populaire de Chine, de la République démocratique du Vietnam et de la République populaire de Pologne sur la convocation d'une nouvelle conférence au Vietnam composée des pays participants à la conférence de Genève sur l'Indochine et des pays membres des commissions internationales en Indochine.

De l'avis du gouvernement soviétique, la convocation d'une telle conférence serait le moyen le plus opportun et le plus effectif de règlement de la situation au Vietnam.

Toutefois, compte tenu de l'opinion du gouvernement de Grande-Bretagne, ainsi que de la proposition du gouvernement de l'Inde contenue dans sa note du 21 février, le gouvernement soviétique ne formule aucune objection à ce que les présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine examinent préalablement la question concernant des mesures à prendre éventuellement pour réaliser l'exécution des accords de Genève au Vietnam, y compris la question de la convocation d'une nouvelle conférence, pensant que cette manière de faire aiderait à réaliser au plus vite un accord relatif à la convocation de ladite conférence, le gouvernement soviétique estime qu'une telle rencontre pourrait se faire à Londres les jours prochains, étant donné que tout ajournement de l'examen de cette question entrave l'exécution des accords de Genève.

En même temps, le gouvernement soviétique tient compte également du souhait exprimé par le gouvernement de l'Inde que, vue la complication ultérieure de la situation au Vietnam en raison de l'intention du gouvernement français de changer son attitude vis-à-vis des accords de Genève, la rencontre des deux présidents pour liquider l'impasse qui s'est créée, devrait se tenir le plus rapidement possible.

Prenant en considération la proposition du gouvernement de Grande-Bretagne, proposition formulée par l'ambassadeur Sir W. Hayter au cours de son entretien avec V.M. Molotov, le 9 mars, le gouvernement soviétique mandate le premier ministre adjoint des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., A. Gromyko, de prendre part à l'examen des questions ci-dessus mentionnées, au nom du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., ce dernier étant l'un des présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine.

Le ministère serait reconnaissant à l'ambassade de bien vouloir lui communiquer l'opinion du gouvernement de Grande-Bretagne sur cette question.

== NOTE ADRESSEE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ==
== DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ==
== PAR L'AMBASSADE DE SA MAJESTE A MOSCOU, LE 5 AVRIL 1956 ==

L'Ambassade de Sa Majesté Britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères et a l'honneur, en ce qui concerne la note du Ministère du 30 mars, de déclarer qu'elle a reçu les instructions de communiquer ce qui suit.

Le Premier Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté accepte en principe la proposition du gouvernement soviétique de voir s'ouvrir très rapidement des discussions entre les deux coprésidents de la conférence de Genève sur l'Indochine. M. Lloyd prend note que le gouvernement soviétique a autorisé M. Gromyko à prendre part à ces discussions au nom de M. Molotov et pour sa part, il propose d'autoriser Lord Reading, ministre d'Etat aux Affaires étrangères, de le représenter à ces discussions en qualité de coprésident de la conférence de Genève. M. Lloyd propose que la première rencontre entre Lord Reading et M. Gromyko ait lieu le 11 avril et il espère que le gouvernement soviétique sera d'accord pour penser que le règlement des détails concernant la date et le lieu exacts de la réunion pourra être établi au mieux directement entre Lord Reading et M. Gromyko.

En acceptant la proposition du gouvernement soviétique, M. Lloyd n'accepte en aucune façon les différentes déclarations et arguments de la note en question envoyée par le ministère et à laquelle une réponse détaillée sera adressée sous peu.

Lord Reading aura l'intention de soulever avec M. Gromyko le problème du Laos aussi bien que celui du Vietnam. Une note sera très prochainement envoyée au gouvernement soviétique indiquant les aspects de la situation au Laos dont, selon M. Lloyd, il est essentiel de discuter.

L'Ambassade de Sa Majesté serait reconnaissante au ministère des Affaires étrangères de répondre rapidement à la présente.

== NOTE ADRESSEE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ==
== DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ==
== PAR L'AMBASSADE DE SA MAJESTE A MOSCOU, LE 9 AVRIL 1956 ==

L'Ambassade de Sa Majesté Britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et a l'honneur de se référer à la note de l'Ambassade du 5 avril, dans laquelle il est spécifié qu'une réponse détaillée serait envoyée à la note du ministère du 30 mars. Cette note a fait l'objet d'une étude attentive de la part du gouvernement de Sa Majesté qui a donné pour instruction à l'Ambassade de communiquer ce qui suit.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire faire savoir qu'il n'accepte pas l'analyse de la situation actuelle au Vietnam contenue dans la note du ministère des Affaires étrangères de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et considère souhaitable de faire état des commentaires suivants sur certaines des allégations contenues dans cette note.

En premier lieu, le gouvernement de Sa Majesté n'accepte pas la déclaration de la note selon laquelle :

"Les autorités du Sud-Vietnam violent également ouvertement les articles militaires de l'accord de Genève sur le Vietnam. En particulier, comme il est indiqué dans la note du gouvernement de la République démocratique du Vietnam du 14 février 1956, de nouveaux armements, des munitions et du personnel militaire étranger sont amenés dans le Sud-Vietnam, des bases militaires étrangères sont établies, des tentatives sont faites pour inclure

le Sud-Vietnam dans un bloc militaire."

Aucun détail n'a été donné sur ces accusations ni par le gouvernement soviétique ni par le Vietminh et, si une preuve existe à l'appui de celles-ci, le gouvernement de Sa Majesté ne peut qu'exprimer sa surprise que cela n'ait pas été soumis à la commission internationale de contrôle qui, comme il est stipulé dans l'Article 36 de l'accord sur la cessation des hostilités au Vietnam est responsable du contrôle de l'exécution scrupuleuse par les parties des clauses de l'accord. Le gouvernement soviétique est sans aucun doute au courant que des accusations semblables de la part du haut-commandement du Vietminh ont déjà fait l'objet d'une enquête de la part de la commission internationale et qu'elles se sont révélées, comme il ressort des quatrième et cinquième rapports intérimaires de la commission, être sans fondement.

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut également prêter foi à l'accusation de préparation de "cadres militaires pour la soi-disante campagne vers le nord dans le but de déclencher une nouvelle guerre en Indochine." A ce sujet, le gouvernement de Sa Majesté considère qu'une comparaison de l'évolution de la situation militaire du Nord et du Sud-Vietnam constitue le meilleur guide pour connaître l'attitude et les intentions des autorités des deux zones. Au moment de l'accord sur la cessation des hostilités, les forces à la disposition du haut-commandement de l'Union Française au Vietnam s'élevaient approximativement à 350.000 hommes. Depuis, plus de 100.000 soldats français ont été retirés et bientôt il n'en restera plus un seul. Quant à l'armée vietnamienne, elle a été elle-même réduite de 20.000 hommes. Cependant, au Nord-Vietnam, il n'y a pas eu une telle réduction des forces militaires depuis la conclusion de l'accord sur la cessation des hostilités. Au contraire, l'armée vietminh a été tellement renforcée par l'incorporation et le rééquipement de forces irrégulières qu'au lieu des sept divisions vietminh existant en juillet 1954, on en compte actuellement pas moins de vingt. Ce contraste frappant entre l'expansion militaire massive dans le nord et le retrait et la réduction des forces militaires dans le sud est suffisamment éloquent.

Le point de vue du gouvernement de Sa Majesté sur la tenue d'élections au Vietnam telles qu'elles ont été envisagées dans l'Article 7 de la déclaration finale de la conférence de Genève sur l'Indochine est bien connu et a fait l'objet de déclarations répétées, tant publiques qu'adressées aux gouvernements intéressés. Le gouvernement de Sa Majesté a toujours regardé comme souhaitable que ces élections aient lieu et a conseillé au gouvernement de la République du Vietnam d'entrer en pourparlers avec les autorités vietminh pour s'assurer que toutes les conditions nécessaires existent pour une libre expression de la volonté nationale, condition préliminaire à la tenue d'élections générales libres au scrutin secret. Néanmoins, le gouvernement de Sa Majesté n'est pas d'accord pour que le gouvernement de la République du Vietnam soit légalement obligé de suivre cette procédure. Sans examiner en détail les arguments de la note du ministère des Affaires étrangères de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, on peut rappeler qu'à la séance de clôture de la conférence de Genève sur l'Indochine, le 21 juillet 1954, le délégué vietnamien a protesté formellement "contre la conclusion hâtive de l'accord d'armistice par les hauts-commandements français et vietminh uniquement", contre différentes clauses de l'accord d'armistice et "contre le fait que le haut-commandement français ait jugé à propos de se réserver le droit,

sans l'accord préalable de la délégation de l'Etat du Vietnam, de fixer la date des futures élections". Il a conclu en déclarant que "le gouvernement de l'Etat du Vietnam désirait que la conférence prenne note du fait qu'il voulait garder sa pleine liberté d'action afin de sauvegarder le droit sacré du peuple vietnamien à l'unité territoriale, à l'indépendance nationale et à la liberté."

Les accords de Genève de juillet 1954, ont donné une forme concrète à un règlement débattu par les membres de la conférence dans l'espoir qu'il mettrait fin aux combats en Indochine et permettrait aux peuples du Cambodge, du Laos et du Vietnam de forger leur propre destinée dans des conditions de paix et d'indépendance. Le Cambodge mis à part, ce règlement n'a été que partiellement mené à bien. Au Vietnam, ses principales clauses militaires ont été exécutées dans l'ensemble mais aucun progrès substantiel n'a été réalisé en ce qui concerne l'exécution des clauses politiques. Le gouvernement de Sa Majesté le regrette. Il espère toujours qu'il sera possible de réaliser l'unification éventuelle du Vietnam sur la base d'élections libres telles qu'elles ont été envisagées dans la déclaration finale de la conférence de Genève de 1954. D'autre part, il considère cela comme étant de la plus haute importance actuellement pour préserver la paix entre le Nord et le Sud-Vietnam. Le gouvernement de Sa Majesté a bon espoir que les discussions qu'il mène avec le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques contribueront, en premier lieu, à la réalisation de cet objectif et, ensuite, à un éventuel règlement heureux des problèmes politiques du Vietnam.

DOCUMENTS RELATIFS A L'EXECUTION DES ACCORDS DE GENEVE
SUR LE VIETNAM
(8 mai 1956)

1.- Message des deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine aux gouvernements de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam.

Mandatés par les gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Union Soviétique, le ministre d'Etat aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, Lord Reading, et le premier adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., Gromyko, représentant les deux présidents de la conférence tenue à Genève sur l'Indochine, se sont rencontrés à Londres et ont examiné attentivement les questions relatives à la réalisation des accords de Genève pour le Vietnam. Ils ont échangé également leurs points de vue se rapportant à la proposition de convoquer une nouvelle conférence comprenant les pays qui ont pris part à la première conférence de Genève et les pays membres de la commission internationale pour l'examen de ces questions.

Au cours des conversations qui ont eu lieu, ils ont exprimé leurs soucis à propos de la situation créée à l'heure actuelle en ce qui concerne l'exécution des accords de Genève au Vietnam, où l'on a pas jusqu'à présent abordé la réalisation

des clauses politiques des accords de Genève. Notamment, aucune consultation n'a eu lieu en ce qui concerne la préparation et la tenue d'élections libres dans l'ensemble du Vietnam sous le contrôle de la commission internationale en vue de rétablir l'unité nationale du Vietnam, ce qui fait qu'à l'heure actuelle cette clause capitale des accords de Genève se trouve menacée de ne pas être exécutée bien que les deux parties du Vietnam aient accepté le principe de la réunification nationale par voie d'élections générales libres.

Dans l'attente de la tenue d'élections générales libres pour la réunification du Vietnam, les deux présidents accordent une grande importance à l'observation de l'armistice sous le contrôle permanent de la commission internationale au Vietnam. Ils reconnaissent que la dissolution du haut commandement de l'Union Française a accru les difficultés de la Commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam dans la réalisation des fonctions prévues par les accords de Genève qui constituent la base de l'activité de la commission et que ces difficultés doivent être surmontées. Les deux présidents sont convaincus que les autorités des deux parties du Vietnam feront preuve d'une collaboration effective et que ces difficultés seront pratiquement éliminées.

S'inspirant des intérêts de la consolidation de la paix en Indochine sur la base des principes et des clauses des accords de Genève sur le Vietnam, les deux présidents lancent un appel aux autorités de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam, leur demandant de déployer tous leurs efforts pour mettre en œuvre les accords de Genève sur le Vietnam, pour empêcher à l'avenir toute infraction aux clauses militaires de ces accords et pour assurer également la réalisation des clauses et des principes politiques fixés dans la déclaration finale de la conférence de Genève. A ces fins, les autorités des deux parties du Vietnam sont invitées à communiquer au plus vite, conjointement ou séparément, aux deux présidents, leur point de vue sur le temps qu'ils estiment nécessaire pour entamer les consultations sur l'examen de la question relative à l'organisation d'élections dans l'ensemble du Vietnam ainsi que sur la date de ces élections grâce auxquelles doit être réalisée l'unité du Vietnam.

Après avoir noté l'efficacité du travail réalisé au Vietnam par la commission internationale de surveillance et de contrôle, les deux présidents adressent aux autorités des deux parties du Vietnam un appel leur demandant de lui prêter à l'avenir toute l'aide dans la réalisation de ses fonctions prévues par les accords de Genève pour le Vietnam.

Les deux présidents continueront à se consulter au sujet de la situation au Vietnam et, en cas de nécessité, ils examineront en outre à la lumière de cette situation les mesures à prendre aux fins d'assurer l'exécution des accords de Genève pour le Vietnam, y compris la proposition de convoquer une nouvelle conférence des pays qui ont participé à la conférence de Genève et des pays représentés à la Commission internationale d'Indochine.

signé : Le Ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. :

Molotov.

Le Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne :

Selwyn Lloyd.

II. - Message des deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine à la commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, Lord Reading, et le premier adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., Gromyko, représentant les deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine, mandatés par les gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Union Soviétique, se sont rencontrés à Londres pour examiner la situation relative à l'exécution des accords de Genève sur le Vietnam. Ils ont reçu le message envoyé le 2 mai 1956 par la Commission internationale et la lettre séparée du membre canadien de la Commission datée du même jour.

Les deux présidents expriment leur reconnaissance pour la contribution positive apportée par la Commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam, à l'œuvre de réalisation des accords de Genève pour le Vietnam. Ils espèrent que la commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam continuera à déployer à l'avenir aussi ses efforts dans l'intérêt de la réalisation et de la consolidation de la paix sur la base de l'exécution des accords de Genève sur le Vietnam en vue du rétablissement de l'unité du pays au moyen de la tenue d'élections libres dans l'ensemble du Vietnam sous le contrôle de la commission internationale.

Dans l'attente de la tenue d'élections générales libres pour la réunification du Vietnam, les deux présidents confèrent une grande importance à l'observation de l'armistice sous le contrôle permanent de la commission internationale au Vietnam. Ils reconnaissent que la dissolution du haut commandement de l'Union Française a accru les difficultés dressées devant la commission internationale de surveillance et de contrôle au Vietnam en ce qui concerne la réalisation des fonctions prévues par les accords de Genève qui constituent la base de l'activité de la commission, et ces difficultés doivent être surmontées. Les deux présidents sont sûrs que les autorités des deux parties du Vietnam feront preuve d'une collaboration effective et que ces difficultés seront pratiquement éliminées.

Les deux présidents ont lancé un appel aux autorités des deux parties du Vietnam, leur demandant de prêter à la commission toutes sortes d'aides dans la réalisation de ses fonctions.

Si toutefois, la commission se heurte à des obstacles ou à des difficultés qui ne peuvent pas être réglés sur place, les deux présidents seraient reconnaissants qu'on les en informe afin qu'ils puissent examiner la question de savoir si des mesures ultérieures quelconques s'imposent pour faciliter les travaux de la commission.

Les deux présidents informent les autres Etats qui ont participé à la conférence de Genève du présent message à la commission internationale.

signé : le Ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. :

Molotov.

le Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne :

Selwin Lloyd. - 17 -

III. - Message adressé au gouvernement français par les deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine.

Les deux présidents de la conférence de Genève pour l'Indochine ont examiné avec attention les questions se rapportant à la mise en œuvre des accords de Genève pour le Vietnam. Ils ont pris note de l'avis envoyé par le gouvernement français suivant lequel, le 28 avril, en raison du retrait des forces armées françaises du Vietnam, prévu par l'article 10 de la Déclaration finale, le haut commandement de l'Union Française au Vietnam sera dissous.

Ils reconnaissent le fait que la dissolution du haut commandement de l'Union Française a soulevé des problèmes pour la commission internationale de surveillance et de contrôle qui réclament une attention sérieuse.

Ils sont néanmoins convaincus que les autorités des deux parties du Vietnam feront preuve d'une coopération effective et que ces problèmes seront en fait résolus. Dans ce but, ils adressent des messages aux autorités compétentes des deux parties du Vietnam et à la commission internationale.

Les deux présidents estiment cependant que la continuation des bons offices du gouvernement français pourrait s'avérer très utile, au moment où seront résolus les problèmes pratiques susmentionnés. En conséquence, ils ont l'honneur de prier le gouvernement français d'examiner cette question avec les autorités du Sud-Vietnam de façon à parvenir à un accord sur les mesures à prendre, accord qui contribuerait à faciliter les tâches de la commission internationale de surveillance et de contrôle et de la commission mixte au Vietnam.

Les deux présidents demandent en outre que jusqu'à ce que soient réalisées les mesures prévues ci-dessus, le gouvernement français maintienne l'actuel état de choses.

signé : Le Ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. :

Molotov.

Le Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne :

Selwyn Lloyd.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères
(Paris, 10 mai 1956)

"Le gouvernement français a suivi avec la plus grande attention les conversations qui se sont poursuivies depuis le 11 avril à Londres entre les deux coprésidents de la conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine en vue de faire le point de l'application des accords et de proposer des solutions pour le règlement des problèmes en suspens.

La première phase des entretiens que Lord Reading et M. Gromyko ont eus au nom des coprésidents vient d'aboutir à trois messages publiés aujourd'hui, et qui sont relatifs au

Vietnam. Il s'agissait en particulier de trouver une solution au problème posé par le retrait du corps expéditionnaire français et la dissolution du haut commandement de l'Union Française. Le calendrier de ce retrait a, on le sait, conformément aux engagements pris par la France à la conférence de Genève en 1954, fait l'objet d'un arrangement avec les gouvernements français et sud-vietnamien, et le général Jacquot, commandant en chef, a quitté Saïgon le 28 avril.

Les coprésidents ont exprimé la certitude que l'accord de "cessez le feu" sera maintenu jusqu'à ce que se tiennent sur le plan national les élections libres destinées à la réunification du pays. C'est là un point essentiel. On peut espérer notamment que la commission internationale de contrôle, dont il convient de souligner l'esprit de grande coopération, pourra continuer de fonctionner. En ce qui le concerne, le gouvernement français est décidé à joindre ses efforts à ceux des autres parties intéressées pour que le désir exprimé par les coprésidents soit suivi d'effets.

Bien que ses responsabilités particulières aient pris fin avec la dissolution du haut commandement, la France ne saurait en effet se désintéresser d'accords auxquels elle est partie. Elle est donc prête à apporter les bons offices qui lui sont demandés.

Enfin, elle a noté avec satisfaction la compréhension manifestée dans ses récentes déclarations par le gouvernement vietnamien."

(Source : Ministère des Affaires étrangères, Service d'Information et de Presse.)

== DECLARATION COMMUNE FRANCO-SOVIETIQUE DU 19 MAI 1956 ==

(extrait)

A la suite du voyage de M. Guy Mollet, président du Conseil des Ministres et de M. Pineau, ministre français des Affaires étrangères, une déclaration a été faite à Moscou le 19 mai 1956. Nous donnons ci-dessous un extrait concernant le problème du Vietnam.

"Les représentants des deux gouvernements ont examiné les résultats des conversations poursuivies à Londres par les coprésidents de la conférence de Genève. Ils se félicitent de la contribution ainsi apportée dans l'exécution des accords de 1954 à la consolidation de la paix dans l'Asie du Sud-Est."

DECLARATION SUR LE PROBLEME DE SUEZ

Au moment où les bienfaits de la détente internationale commencent à se faire sentir, au moment où l'on était en droit de penser que la modération, la non-violence présideraient désormais au règlement des différends entre nations, les réactions qui ont suivi la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez provoquent l'inquiétude de l'opinion publique mondiale.

Les conditions dans lesquelles la crise a éclaté, les mesures militaires adoptées par différents gouvernements, les discours menaçants prononcés par des hommes politiques responsables ont alarmé sérieusement tous ceux qui veulent la paix.

En dépit des jugements différents que chacun d'eux peut avoir sur cette question, ils ne veulent pas d'un retour à des méthodes dont l'emploi doit être définitivement écarté dans les rapports entre nations.

A la veille de la conférence de Londres, le Mouvement Mondial de la Paix renouvelle sa condamnation de l'emploi de la force comme moyen de résoudre les différends internationaux.

Il exprime en même temps la conviction - sans préjuger du caractère de la conférence de Londres et de ses résultats, que l'on souhaite favorables à un juste règlement du problème - que seule une négociation entre tous les pays intéressés permettra de trouver une solution définitive, respectant la pleine indépendance et la souveraineté de l'Egypte et les intérêts légitimes des pays utilisant le canal.

Le Mouvement Mondial de la Paix fait appel à l'opinion publique des divers pays pour qu'elle soutienne ces principes qui sont à la base de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et demande aux gouvernements de s'en inspirer constamment.

Vienne, le 15 août 1956

Le Secrétariat du
Conseil Mondial de la Paix

A BVT 1955. március 31.-i levele

A Béke Erői Világtalálkozója előkészítésének megkönnyítésére küldünk néhány szempontot delegációjuk helsinki tartózkodásának anyagi feltételeiről.

A találkozón való széleskörű részvétel biztosítására, tekintettel azokra az anyagi nehézségekre, amelyekkel valószínűleg szembekerülnek a különböző országok küldöttségei, új költségvetést készítettünk a tartózkodás, szállás-és étkezésre vonatkozóan.

Igy a legszigorúbb minimum jegyben sikerült egy személy napi költségeit 6.- dollárra leszorítani, vagyis a finn márka turista árfolyamán $340 \times 60 = 2,040$ finn márka a napi költség.

Az ott tartózkodást a BVT szervezi és az összeget a helyszínen fizethetné be minden küldöttség felelőse, akár devizában, akár utasási csekkben, hogy így felhasználhassa a finn rendeletek értelmében külföldieknek nyújtott turista tarifa lehetőségét.

Igen nagy erőfeszítést kíván a találkozó költségeinek fedezése. E fontos politikai munkába a legkülönbözőbb formákban is be kellene vonni az Önök országának népét is, mindazokat, akik az atomháború előkészítése ellen harcolnak.

Ezért, mint ezt február 17.-i levelünkben kértük, nagyon hálásak volnánk, ha közölnék velünk, milyen anyagi eredményekkel jártak azok a kezdeményezéseik, amelyeknek alkalmasnak bizonyultak arra, hogy megteremték a gyűjtést.

szíves üdvözléssel

Jean Laffitte
főtitkár
és J. Gréca
adminisztrátor

A BVT 1955. április 12.-i levele

Országos Béketaácsnak

Nem egészen másfél hónap választ el bennünket a Béke Erői képviselői világtalálkozójának megnyitásától Helsinkiben.

E találkozóra - melynek nemzetközi visszahangja lesz - máris több mint 2,000 küldött jelentette be részvételét, akik elhosszák a világ minden népének tapasztalatait a békeharcban, az atomháború előkészítése ellen.

E megmozdulás méretei, a küldöttek nagy száma és a szükséges berendezések egyaránt olyan gyakorlati intézkedéseket kívánnak, amelyek most érnek végső szakaszukhoz. Ennek eredménye, hogy sürgető anyagi kötelezettségek tornyosulnak eléünk. Így hálásak volnánk, ha a lehető legrövidebb időn belül folyósítanák nekünk azt a kivételes hozzájárulást, amellyel a Béke Világ-Alapot támogatására vállalkoztak.

Meg vagyunk győződve arról, hogy belátják a kérés sürgősségét

J. Gresa
adminisztrátor

szives Üdvözléssel
Jean Liffitte
főtthára

A BVT 1955. ápr. 23.-i levele:

A Magyar Béketanácsnak

Örömmel közöljük, hogy Helsinkiben, a világtalálkozó helyiségeiben kiállítást akarunk rendezni a népek harcáról az atomháborús előkészületek ellen.

A kiállítást plakátokból, fényképekből, röplapokból, címkékből, brosurákból és más kiadványokból állítanók össze /jelvények stb./ amelyeket a delegációk hozhatnának magukkal és egyszerű és gyors módon függesztenénk ki az ülésteremben táblákra.

Meg vagyunk győződve arról, hogy Önök is fontosnak tartják, hogy a saját hasonló kiadványaikat kiállíthassák Helsinkiben.

Másfél méter széles, 2 m magas helyet biztosítottunk Önöknek és kérjük, hogy a legapróbb részletekig tervezsék meg anyagaik elhelyezését ezen a táblán úgy, hogy a montaszt a helyszínen el lehessen készíteni e tervek alapján. Emlékeztetni akarjuk Önöket arra is, hogy szükség lesz magyarázatra és aláírássra az egyes anyagokhoz, így pl. a fényképekhez, lehetőleg 2 vagy 3 nyelven, köztük franciául és angolul.

Kérjük, tájékoztassanak mielőbb, mi a véleményük kérésünkről és vissz-e magával delegációjuk anyagot e kiállításra.

Meg vagyunk győződve arról, hogy mozgalmuk részvétele e kiállításon nagyban hozzá fog járulni e kezdeményezés sikeréhez és szívesen állunk rendelkezésükre minden kiegészítő tájékoztatással.

Szíves üdvözléssel

Jean Laffitte

A BVT 1955. április 26.-i levele:

A Magyar Béketanácsnak

A helsinki béketalálkozóhoz a BVT-nek, nevezetesen finn barátainknak szükségük van egyes országok zászlájára. Kb. 3m 27 cm hosszú zászlókra van szükség az utca díszítésére. Feltesszük, hogy különösen azokban az országokban található meg ezek a zászlók, ahol világifjúsági találkozó volt, nagyon hálásak volnánk, ha sürgősen közölnék, hogy be tudták-e szerezni ~~szerezni~~ a következő zászlókat:

Brit-Afrika	Laosz
Albánia	Libéria
Algír	Madagaszkár
Szaudi Arábia	Malaja
Kásmir	Marokkó
Kambodzea	Mongolia
Kamerun	Nepal
Ciprus	Nikaragua
Észak-Korea	Uj-Kaledonia
Kambodzea	San-Domingo
Equador	Egyiptomi Szudán
Costarica	Tunisz
Guadalupe	Vietnam
Honduras	Burma
Martinique	Irország
Jordánia	Szenegál
Koweit	

Kérjük, forduljanak ezzel a kéréssel a DIVSz-hez.
Mielőbbi válaszukat várjuk és előre is köszönjük

A BVT 1956. febr. 9.-i levele az Országos Béketanácshoz:

Kedves barátaink,

ismerik terveinket és elgondolásainkat az Olaszországban áprilisban megtartandó BVT legközelebbi ülésével kapcsolatban. Azt is tudják, mennyire szeretnénk, ha a dolgozók számos képviselői és különösen a különböző irányzatú szakszervezetek minél nagyobb számban vennének azon részt.

Az Önök szakszervezetei az utóbbi években számos munkás-küldöttséget és szakszervezeti küldöttet fogadtak a nyugati országokból. Ezek között bizonyára vannak olyanok, akik a Szabad Szakszervezetek Nemzetközi szövetségéhez tartoznak s lehetséges, hogy ezek hazájuk valamelyik vállalatát vagy fontos szakszervezetét képviselik. S amennyiben sikerült ezekkel a küldöttekkel jó kapcsolatot kiépíteniök nem találnák-e eredményesnek, ha az Önök országának szakszervezeti képviselői - akik ezekkel ismeretséget kötöttek kérnék fel őket, hogy vegyenek részt a BVT ülésén, abból a célból, hogy ott találkozhassanak és együtt tárgyalhassák meg a leszerelés kérdését, amely már oly régi követelése a világ valamennyi dolgozójának? E cél érdekében arra kérjük Önöket, amennyiben ez lehetséges és nem okoz Önöknek különösebb nehézséget, közöljék velünk előbb ezeknek a küldötteknek nevét, foglalkozását és a módot, amellyel meghívásukhoz hozzá tudnának segíteni. Így mi elküldhetnénk nekik a meghívólevelet és Önök is segítséget nyújthatnának meghívásukhoz azzal a módszerrel, amelyet legjobbnak vélnek.

Segítségüket előre is köszönjük, mellyel a BVT ülésének sikeréhez hozzájárulnak.

Jean Laffitte

főtítkár

A BVT 1956. március 17.-i levele az Országos Béketanácsához:

Mellékelten küldjük első javaslatainkat, melyeket az április 5. és 9.-e között stockholmban tartandó ülés munkájának lefolytatására kidolgoztunk.

Megerősítve a Helsinkiben tartott legutóbbi ülés alkalmával a BVT Iroda ott kifejezésre juttatott akaratát, megfigyelhetik, hogy a javasolt munkákat a lefegyverzés és a nukleáris fegyverek betiltása kérdésének szenteljük, figyelembevéve e probléma valamennyi ágazatát.

Tekintve, hogy e probléma meglehetősen bonyolult és érdekes a komoly, eredményes, elmélyült megtárgyalásra, azt javasoljuk, hogy a bizottságok munkájára szánt idő azonos tartamu legyen a plenáris ülések időtartamával. Ezeket az észrevételeinket a nemzeti bizottságokhoz és ez ülés meghívottaihoz intézett előző leveleinkben már felvetettük.

Javasoljuk továbbá, - abban az esetben, ha Önök egyetértenek a napirend általános irányvonalával és a javasolt időbeosztással, kérjük vegyék ezeket figyelembe küldöttségük munkájának előkészítésében, a felszólalásokban, a dokumentumokban.

Várva válaszukat, vagyunk

szives üdvözlettel

a BVT Titkársága nevében

V. Duncan Jones
titkár